

Lettres de mandat ministérielles (16 décembre 2021) **Résumé des points d'intérêt pour le conseil d'administration de l'IBIC**

Le présent *Résumé des points d'intérêt* des lettres de mandat ministérielles du gouvernement fédéral, publiées le 16 décembre 2021, a été préparé pour le conseil d'administration de l'Institut des biens immobiliers du Canada (IBIC) afin d'aider à éclairer la planification et les programmes visant à remplir la mission de l'Institut « *de favoriser et de stimuler le développement professionnel et l'échange de connaissances et d'apprentissages à travers la communauté immobilière fédérale* ».

La partie I comprend une liste des attentes pour tous les ministres. La partie II est la liste des catégories sous lesquelles les points d'intérêt sont regroupés. La partie III est une liste détaillée des obligations et des attentes ministérielles par catégorie. De nombreuses obligations concernent plus d'un ministre, et certaines pourraient s'inscrire dans plus d'une catégorie. Afin d'éviter le double emploi et de faciliter la consultation, l'information a été classée par l'élément principal de l'obligation (l'opinion de l'auteur seulement) et présentée par le ministre responsable en référence aux coresponsables ou aux ministres à l'appui.

Partie I Généralités — Attentes dans toutes les lettres :

- Lutter contre la COVID-19 et soutenir le rétablissement d'une classe moyenne forte.
- Chercher des façons de soutenir un effort pangouvernemental visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à créer des emplois propres et à relever les défis liés au climat avec lesquels les collectivités composent déjà.
- Mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et travailler en partenariat avec les Autochtones pour faire mieux reconnaître leurs droits.
- Collaborer avec diverses communautés dans un souci d'inclusion, chercher activement à obtenir les divers points de vue des Canadiens et à les intégrer. Cela comprend les femmes, les Autochtones, les Canadiens noirs et racisés, les nouveaux arrivants, les groupes confessionnels, les personnes en situation de handicap et les Canadiens LGBTQ2. Bien entendu, le tout doit se faire dans le respect des deux langues officielles.
- S'assurer que les politiques publiques sont élaborées dans une perspective intersectionnelle, notamment par l'application de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) et des indicateurs de qualité de vie dans la prise de décisions.
- Évaluer des façons d'actualiser les pratiques visant à s'assurer que le gouvernement du Canada puisse continuer de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Partie II — Catégories d'intérêt pour les professionnels des biens immobiliers fédéraux

1. Projets relatifs aux biens immobiliers, à l'infrastructure et aux programmes (fédéral)
2. Infrastructure ou financement ou crédits d'impôt lié aux changements climatiques — comprend le financement à d'autres paliers de gouvernement, aux collectivités autochtones et aux innovateurs de l'industrie
3. Initiatives de lutte contre les changements climatiques, l'environnement et la conservation
4. Relations et engagement avec les peuples autochtones
5. Approvisionnement
6. Gouvernement numérique
7. Gouvernance — Nouvelles agences ou nouveaux organismes
8. Initiatives législatives
9. Fonction publique fédérale et renforcement des capacités

Partie III — Présentées par catégorie d'intérêt et responsabilité ministérielle

1. Enjeux liés aux biens immobiliers, à l'infrastructure et à la construction

- **Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités**
Appuyer l'Autorité du pont Windsor-Detroit pour faire avancer le projet du pont international Gordie-Howe.

Lancer la première Évaluation nationale des infrastructures du Canada pour déterminer les besoins et les priorités en matière d'environnement bâti et appuyer la planification à long terme en vue d'un avenir carboneutre.

- **Ministre de Services publics et Approvisionnement Canada**

Continuer d'améliorer les points de passage dans la région de la capitale nationale, en allant de l'avant avec les engagements pris dans le budget de 2019 de remplacer le pont Alexandra, en répondant au besoin confirmé d'un lien supplémentaire dans la région de la capitale nationale au moyen du Plan intégré à long terme sur les liens interprovinciaux dirigé par la Commission de la capitale nationale (CCN), et investir pour remettre en état et entretenir les points de passage existants, dont les ponts des Chaudières et Macdonald-Cartier.

Appuyer les travaux visant à réhabiliter et à revitaliser les lieux et les bâtiments d'importance nationale qui relèvent de la CCN et de Services publics et Approvisionnement Canada.

Continuer de travailler avec la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, avec la ministre de la Défense nationale et avec l'appui du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour renouveler les flottes de la Garde côtière canadienne et de la Marine royale canadienne, faire progresser l'industrie de la construction navale, y compris le processus d'ajout d'un troisième chantier naval en tant que partenaire stratégique à la Stratégie nationale en matière de construction navale.

- **Ministre d'Environnement et Changement climatique**

Définir et prioriser les sites contaminés devant être nettoyés dans les régions où vivent des Peuples autochtones, des Canadiens racisés et à faible revenu.

Créer dix parcs nationaux et dix aires marines nationales de conservation (AMNC) au cours des cinq prochaines années, et collaborer avec les communautés autochtones sur des accords de gestion commune de ces parcs nationaux et AMNC.

Créer au moins un parc national urbain dans chaque province et territoire; l'objectif est d'avoir 15 nouveaux parcs urbains d'ici 2030. Investir également dans les parcs nationaux existants.

Continuer de bâtir et de relier le sentier Transcanadien, et créer de nouvelles occasions pour les Canadiens d'y accéder en augmentant le financement annuel et en faisant croître le réseau de sentiers, ce qui contribuera à la création de 10 000 emplois au cours des cinq prochaines années.

Investir dans le Service météorologique du Canada pour moderniser l'infrastructure, y compris la technologie de l'information, afin qu'il puisse continuer à remplir efficacement ses fonctions vitales de surveillance des changements météorologiques, du climat, de la qualité de l'eau, de la glace et de l'air et de prévision des conditions météorologiques et environnementales.

- **Ministre de la Défense**

Veiller à ce que les Forces armées canadiennes soient une armée du 21^e siècle dotée des capacités, de l'équipement et de la culture nécessaires pour mettre en œuvre la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement*.

Collaborer avec les États-Unis pour étendre la coopération en matière de défense continentale et de sécurité arctique, notamment en modernisant le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. Il s'agit notamment de remplacer le Système d'alerte du Nord et d'investir dans l'infrastructure et les capacités nécessaires pour soutenir les opérations dans le Nord. Voir la lettre pour plus de détails.

Travailler avec la ministre des Affaires étrangères, le ministre des Affaires du Nord et les partenaires pour défendre la souveraineté dans l'Arctique et mettre en œuvre le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord.

- **Ministre des Pêches et des Océans et la Garde côtière**

Œuvrer à l'appui de pêches durables, stables et prospères grâce à la mise en œuvre continue de la *Loi sur les pêches* modernisée.

Appuyer la croissance durable à long terme du secteur des poissons et des fruits de mer du Canada, veiller à ce que le Canada puisse connaître du succès dans les secteurs océaniques mondiaux à croissance rapide de l'économie bleue et faire avancer les objectifs de réconciliation et de conservation et les objectifs climatiques.

Collaborer étroitement avec toutes les parties intéressées à la mise en œuvre de la Stratégie relative au saumon du Pacifique, à la réalisation de nouveaux investissements et à l'élaboration d'une stratégie de conservation pour restaurer et reconstruire les populations sauvages de saumon de l'Atlantique et leurs habitats.

Continuer de protéger et de restaurer nos océans et nos côtes. Voir détails dans la lettre.

Continuer d'appuyer l'amélioration des ports pour petits bateaux et veiller à ce que les investissements dans les ports se traduisent par des infrastructures résilientes au climat qui répondent aux besoins de l'industrie de la pêche et des résidents locaux.

Travailler avec le ministre de la Sécurité publique, le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, le ministre de la Protection civile, le ministre des Transports et le ministre de la Santé et d'autres collègues pour veiller à ce que le gouvernement du Canada demeure prêt à empêcher les nouveaux risques et incidents et à y réagir.

- **Ministre des Transports**

Entreprendre un processus d'approvisionnement pour aller de l'avant avec le projet de train à grande fréquence utilisant la technologie électrique dans le corridor Toronto-Québec, avec l'objectif ultime d'étendre ce projet au sud-ouest de l'Ontario.

Achever l'Examen de la modernisation des ports dans le but d'actualiser les structures de gouvernance qui favorisent l'investissement dans les ports canadiens.

Continuer de travailler avec tous les intervenants concernés en vue de terminer rapidement la voie de contournement de Lac-Mégantic.

Conclure les négociations pour le rapatriement et la restauration du pont de Québec.

Avec l'appui du ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités et du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, entreprendre des travaux visant à réduire et à prévenir les goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement dans les réseaux de transport du Canada à travers le Fonds national des corridors commerciaux et les instruments législatifs ou réglementaires.

- **Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique**

Avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, travailler à renforcer et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement, notamment par l'entremise de la *Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis-Canada*, et à rechercher des possibilités plus larges de diversification du marché et d'infrastructure facilitant le commerce.

- **Ministre du logement, de la diversité et de l'inclusion**

Favoriser le travail visant à convertir les espaces de bureaux et de commerce de détail inoccupés du portefeuille fédéral et d'immeubles commerciaux en logements axés sur les conditions du marché, travailler avec les municipalités afin de soutenir un système de délivrance accélérée de permis de conversion et réaliser une réforme de l'Initiative Financement de la construction de logements locatifs afin que le programme maximise l'abordabilité, l'efficacité énergétique et l'accessibilité, et ce, tout en traitant les demandes plus rapidement et avec plus de transparence.

Introduire des améliorations à l'Initiative des terrains fédéraux afin que le gouvernement fédéral déploie plus efficacement l'inventaire de ses terrains dans le but de faire avancer les objectifs de la Stratégie nationale sur le logement.

Accélérer la concrétisation de l'engagement pris par le gouvernement de mettre fin à l'itinérance chronique des anciens combattants en mettant en œuvre l'Initiative pour la création rapide de logements, un nouveau programme de supplément de loyer, des mesures de soutien global et un volet de financement dédié aux vétérans dans le cadre du Fonds national de co-investissement pour le logement. *Appuyé par le ministre des Anciens Combattants.*

Avec le ministre des Relations Couronne-Autochtones, le ministre des Affaires du Nord, le ministre de Services aux autochtones et le ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales, et en partenariat avec les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, continuer à investir dans l'immédiat et à long terme pour soutenir les travaux en cours visant à combler les lacunes dans les infrastructures d'ici 2030, en mettant un accent particulier sur la stimulation des investissements dans le logement autochtone, avec plus de la moitié du financement disponible d'ici la prochaine période de construction estivale.

Conjointement avec les partenaires autochtones, et appuyé par le ministre des Affaires du Nord, élaborer une stratégie de logement pour les Autochtones en régions urbaines, rurales et nordiques, une initiative indépendante parallèle à la Stratégie nationale sur le logement, dotée de ses propres fonds, et créer le tout premier centre national du logement autochtone du Canada.

- **Président du Conseil privé de la Reine et ministre responsable de la Protection civile**
Participer à l'établissement de priorités relatives aux infrastructures rurales, conformément à la stratégie globale du gouvernement en matière d'infrastructure.

Contribuer au développement des priorités en matière de logement rural en adéquation avec la stratégie sur le logement du gouvernement.

- **Ministre de la Sécurité publique**
Travailler avec le ministre des Ressources naturelles et le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile pour assurer la sécurité des communautés et accroître la résilience des forêts face aux incendies, notamment en formant 1 000 nouveaux pompiers communautaires, en investissant dans de l'équipement et d'autres mesures visant à réduire les risques d'incendie de forêt, et en soutenant la gestion des feux par les communautés autochtones.

Poursuivre la modernisation de l'infrastructure et des processus aux points d'entrée du Canada, notamment en mettant en place des technologies numériques et d'autres technologies appropriées pour les voyageurs, et continuer à assurer la sûreté, la sécurité et l'intégrité de nos frontières.

Travailler avec le ministre de la Justice et procureur général du Canada, la ministre de la Défense nationale et le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour continuer à faire progresser, avec le soutien de la ministre des Affaires étrangères pour continuer de faire avancer le Plan d'action national en matière de cybersécurité, en veillant à ce que le Canada soit bien placé pour s'adapter aux cybermenaces et lutter contre celles-ci, et assurer la sécurité et l'intégrité des systèmes essentiels du Canada.

Travailler avec la ministre de la Défense nationale, la ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, en collaboration avec les autres ministres concernés, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une Stratégie nationale de cybersécurité renouvelée.

2. Infrastructure ou financement/rapports et crédits d'impôt liés aux changements climatiques — d'autres paliers de gouvernement et collectivités autochtones et innovateurs de l'industrie

- **Ministre des Finances**
Investir un montant supplémentaire dans le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire, qui servira à mener des projets d'amélioration de la ventilation partout au Canada, octroyer des fonds aux Premières Nations pour qu'elles puissent améliorer la qualité de l'air dans les écoles des réserves, et offrir un crédit d'impôt aux petites entreprises afin qu'elles puissent investir dans l'amélioration de leur système de ventilation.

Introduire d'autres crédits d'impôt à l'investissement : Pour les capitaux investis dans des projets de captage du carbone, d'utilisation et de stockage du carbone, pour les solutions d'énergie renouvelable et d'entreposage des batteries, explorations minières pour des minéraux essentiels à la fabrication de technologies propres essentielles et un large éventail d'autres technologies propres.

Lancer un programme annuel d'émission d'obligations vertes avec une émission initiale de 5 milliards de dollars; et consulter des experts financiers, y compris le Conseil d'action en matière de finance durable, pour élaborer une stratégie d'allocation de capital carboneutre visant à accélérer la transition du Canada vers un avenir prospère et carboneutre.

Avec l'appui du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, travailler avec les provinces et territoires pour rendre obligatoire la divulgation de renseignements financiers liés au climat, en se fondant sur le cadre établi par le Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat, et exiger des établissements sous réglementation fédérale, y compris les institutions financières, les fonds de pension et les organismes gouvernementaux, qu'ils publient les renseignements financiers liés au climat et aux plans de carboneutralité.

- **Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre responsable de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC)**
Continuer de réaliser des investissements importants dans les infrastructures partout au pays. Accorder la priorité à la réalisation dans les échéanciers prévus des investissements générateurs de croissance du gouvernement dans le transport en commun, l'infrastructure verte et l'infrastructure sociale.

Avec l'appui de la vice-première ministre et ministre des Finances, continuer à veiller à ce que la BIC dispose du soutien dont elle a besoin pour atteindre son objectif principal, qui est d'attirer les investissements du secteur privé et institutionnel afin d'élargir la portée des investissements dans les infrastructures publiques au Canada, conformément aux objectifs de politiques publiques du gouvernement.

Poursuivre la transformation du transport en commun au Canada en accélérant des projets majeurs de transport en commun, en soutenant la transition vers des autobus zéro émissions, en élaborant des solutions de transport en commun dans les régions rurales, et en poursuivant le déploiement de la Stratégie nationale de transport actif.

Apporter un appui aux collectivités grâce à de nouveaux investissements dans l'amélioration de la qualité de l'air et des systèmes de ventilation.

Avec l'aide du ministre des Ressources naturelles et du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, s'appuyer sur les fondations du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et continuer de chercher des occasions pour favoriser la construction d'infrastructures résistantes aux changements climatiques d'un bout à l'autre du Canada, surtout dans les collectivités les plus à risque.

Réaliser des investissements supplémentaires au moyen du Fonds pour l'infrastructure naturelle afin de soutenir des projets communautaires d'espaces verts publics menés par des municipalités, des communautés autochtones et des organismes sans but lucratif.

- **Ministre du logement, de la diversité et de l'inclusion**

Investir dans un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements afin d'aider les municipalités à accroître l'offre de logements dans les plus grandes villes du Canada grâce à des mesures comme le zonage inclusif, la densification accrue, la réduction des délais d'approbation des constructions et l'aménagement rapide de terrains vacants ou sous-utilisés.

Avec l'appui de la vice-première ministre et ministre des Finances, faire des investissements essentiels et des décisions stratégiques prioritaires pour accroître l'offre de logements au Canada, et continuer de faire progresser les investissements du gouvernement dans le logement abordable et d'étendre le modèle de logement coopératif aux nouvelles collectivités.

Augmenter le financement du Fonds national de co-investissement pour le logement pour aider les fournisseurs de logements abordables à acquérir des terrains et des bâtiments et construire et préserver davantage d'unités, étendre le modèle de logement coopératif à de nouvelles collectivités, accélérer les réparations critiques et élaborer des projets pour les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

- **Ministre des Ressources naturelles**

Travailler avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique pour aider à protéger les forêts anciennes, notamment en Colombie-Britannique, en promouvant la conclusion d'un accord sur la nature avec la province, lequel donnerait lieu à la création d'un fonds de 50 millions de dollars pour la nature des forêts anciennes de la Colombie-Britannique, et en veillant à ce que les Premières Nations, les Métis, les communautés locales et les travailleurs soient des partenaires dans l'élaboration des mesures de protection de la nature.

- **Ministre d'Environnement et Changement climatique**

Travailler avec le ministre du Développement international pour mobiliser et fournir un financement climatique afin de soutenir l'adaptation, l'atténuation et la résilience dans les pays en développement.

Collaborer avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à la création d'un nouveau fonds d'infrastructure et d'innovation qui permettra l'expansion et la commercialisation de technologies et de solutions fabriquées au Canada pour la réutilisation et le recyclage de plastiques.

- **Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour le Canada**

Dans le cadre d'un plan d'agriculture durable pour le Canada, augmenter le soutien aux agriculteurs pour que ces derniers développent et adoptent des pratiques de gestion agricole qui réduisent les émissions, stockent le carbone dans un sol sain et renforcent la résilience, et tripler le financement des technologies propres dans les exploitations agricoles.

3. Lutte contre les changements climatiques/Environnement/Conservation (non couvert dans les autres sections)

- **Ministre des Finances**

Consolider une croissance et une reprise économiques inclusives qui appuient des efforts visant à atteindre les objectifs climatiques de 2030 et à accélérer la transition vers une économie carboneutre au plus tard en 2050.

Veiller à ce que les mesures budgétaires cadrent bien avec les objectifs climatiques du gouvernement et à l'exigence législative d'atteindre la carboneutralité au plus tard en 2050. Investir judicieusement pour obtenir un réseau électrique carboneutre d'ici 2035, accélérer l'adoption de véhicules zéro émission et d'autres technologies propres, et faire avancer la décarbonisation des bâtiments et de l'industrie en général.

Travailler avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, et avec l'appui du ministre des Ressources naturelles, pour accélérer l'engagement dans le cadre du G20 d'éliminer les subventions à l'industrie des combustibles fossiles de 2025 à 2023 et élaborer un plan pour éliminer progressivement le financement public du secteur des combustibles fossiles.

- **Ministre de l'Environnement et du Changement climatique — Mener le plan de lutte contre les changements climatiques**

Aider des collègues de l'ensemble du gouvernement à concrétiser toutes les mesures stratégiques et financières décrites dans le plan climatique renforcé du gouvernement et mettre en œuvre la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité*. Et d'ici la fin mars 2022, présenter un Plan de réduction des émissions actualisé, visant la réduction des émissions de 40 à 45 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 2005.

Travailler avec tous les Canadiens et le Groupe consultatif pour la carboneutralité afin de trouver des moyens d'accélérer nettement l'action climatique qui permettra d'atteindre l'objectif de la carboneutralité dès que possible, mais au plus tard en 2050, et de limiter l'augmentation des températures moyennes du globe à 1,5 °C par rapport aux températures de l'ère préindustrielle.

Avec l'aide du ministre des Ressources naturelles, plafonner les émissions dans le secteur du pétrole et du gaz aux niveaux actuels et veiller à ce que le secteur apporte une contribution ambitieuse et réalisable à l'atteinte des objectifs climatiques du pays pour 2030, avec des cibles quinquennales pour garder le cap.

Réaliser des progrès en ce qui a trait à la réduction des émissions de méthane en élaborant, à l'intention de l'ensemble de l'économie canadienne, un plan de réduction des émissions cadrant avec l'Engagement mondial sur le méthane, et exiger, au moyen de dispositions réglementaires, la réduction des émissions de méthane provenant du secteur pétrolier et gazier au Canada d'au moins 75 % en deçà des niveaux de 2012 d'ici 2030.

En collaboration avec la ministre des Affaires étrangères, maintenir le leadership du Canada dans les efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques.

Travailler avec la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique pour maintenir le rôle de chef de file du Canada dans les efforts internationaux visant à éliminer graduellement la production d'électricité au charbon et l'extraction de charbon thermique, et interdire les exportations de charbon thermique du Canada et par l'intermédiaire du Canada dès que possible, et au plus tard en 2030.

Avec l'appui du ministre des Ressources naturelles, instaurer une norme d'électricité propre qui permettra la mise en place, d'ici 2035, d'un réseau d'électricité propre, à 100 % carboneutre.

Continuer d'augmenter le prix sur la pollution et de protéger les emplois canadiens et la compétitivité du Canada en établissant une tarification intelligente du carbone.

Achever la toute première stratégie nationale d'adaptation du Canada d'ici la fin de 2022, qui permettra d'établir des objectifs et des indicateurs clairs de mesure des progrès en matière d'adaptation, et d'en renforcer l'analyse de rentabilité.

Travailler avec le ministre de la Sécurité publique et le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, et avec le soutien du ministre des Ressources naturelles, du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie ainsi que le Conseil d'action en matière de finance durable, à l'élaboration d'une stratégie relative aux données climatiques pour s'assurer que le secteur privé et les communautés ont accès à des informations utiles sur le climat et pour orienter la planification et les investissements en infrastructure.

Pour atteindre zéro déchet plastique d'ici 2030 : Voir détails dans les lettres. Comprendre l'établissement d'un registre public fédéral.

S'appuyer sur la Charte des plastiques océaniques en travaillant avec les principaux pays sur le développement d'un nouvel accord mondial sur les plastiques.

- **Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités**

Continuer de diriger les efforts de collaboration avec les gouvernements provinciaux et les services publics du Canada atlantique afin de bien tracer la voie à suivre pour soutenir l'initiative de la Boucle de l'Atlantique, afin de connecter les fournisseurs d'énergie propre du Canada atlantique, délaisser le charbon, et aider à transformer la façon dont le Canada alimente en énergie l'économie et les communautés. *Il aura l'appui du ministre des Ressources naturelles*,

du ministre de l'Environnement et de la ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Créer des trousseaux d'outils de libre accès sur les changements climatiques pour aider les propriétaires d'infrastructures et les investisseurs à élaborer des projets qui contribuent à placer le Canada sur la bonne voie pour atteindre la carboneutralité.

- **Ministre des Services aux Autochtones**

En collaboration avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre des Relations Couronne-Autochtones, continuer de travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et la Nation métisse afin de lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, et d'élaborer des stratégies collaboratives.

- **Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour le Canada**

Travailler avec les provinces et territoires à la mise à jour des programmes de gestion des risques commerciaux, notamment pour y intégrer la gestion des risques climatiques, les pratiques environnementales et la préparation aux changements climatiques.

Travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux à l'élaboration du prochain cadre stratégique pour l'agriculture pour continuer à soutenir la croissance économique durable du secteur agricole et agroalimentaire en veillant à ce que la prise de mesure et la résilience relativement aux changements climatiques constituent les éléments centraux du cadre.

- **Ministre des Ressources naturelles**

En appui aux efforts du Canada pour parvenir à un réseau électrique entièrement carboneutre d'ici 2035, *avec le soutien du ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités*, faire progresser les consultations à court terme auprès des provinces, des territoires et des communautés autochtones pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies pour décarboniser les réseaux électriques.

Travailler avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour :

– élaborer et lancer une stratégie canadienne sur les minéraux essentiels;

– développer un écosystème industriel novateur et durable en matière de piles au Canada, notamment pour faire du Canada un leader mondial de la fabrication, du recyclage et de la réutilisation des piles.

Réduire la pollution due aux transports en ajoutant 50 000 nouvelles bornes de chargement de véhicules électriques et stations d'hydrogène au réseau du Canada et en soutenant l'installation de bornes de chargement dans les bâtiments existants. Pour plus de détails sur les camions, voir la lettre.

Travailler avec les provinces et les territoires, les communautés et les peuples autochtones pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale carboneutre des bâtiments afin de parvenir à des bâtiments carboneutres d'ici 2050, avec des étapes intermédiaires.

Travailler avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour diriger l'élaboration de codes du bâtiment modèles, y compris la publication d'un code du bâtiment carboneutre et d'un code de rénovation modèle d'ici la fin de 2024, qui s'alignent sur les objectifs nationaux en matière de climat et fournissent une norme pour les bâtiments résilients aux changements climatiques.

Continuer à mettre en œuvre le Fonds des solutions climatiques naturelles et réaliser le plan visant la plantation de deux milliards d'arbres dans tout le pays sur une période de dix ans en tant que solution naturelle pour aider à inverser la perte de nature et à lutter contre les changements climatiques.

Protéger les logements et les communautés contre les répercussions des changements climatiques en terminant le travail avec les provinces et les territoires pour élaborer des plans d'inondation dans les zones à risque élevé, en faisant progresser les travaux de cartographie des inondations à l'échelle du pays, en soutenant le développement d'un portail pour fournir un accès centralisé à l'information sur les risques d'inondation, et en élargissant les critères d'admissibilité à la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes afin d'inclure davantage de mesures visant la résilience aux changements climatiques.

- **Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie**
Avec l'appui du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre des Ressources naturelles, diriger la mise en œuvre de l'initiative Accélérateur net zéro du Fonds stratégique afin d'appuyer l'examen stratégique des investissements à grande échelle visant des secteurs industriels clés dans toutes les régions.

Appuyer la stratégie des mines à la mobilité en attirant des investissements à court terme dans des domaines clés comme le traitement des minéraux, la fabrication de piles, les pièces de véhicules zéro émission et les usines d'assemblage, et utiliser tous les outils, y compris la *Loi sur l'investissement Canada*, pour assurer la protection et la mise en valeur des minéraux critiques. Il s'agira notamment de collaborer avec le *ministre des Ressources naturelles* pour élaborer et lancer une stratégie canadienne sur les minéraux essentiels — plus de détails dans les lettres.

Faire progresser les efforts visant à faire en sorte que le Canada soit un chef de file mondial dans le domaine des technologies propres. Cela comprend de favoriser l'émergence d'entreprises canadiennes de technologies propres et de petites et moyennes entreprises œuvrant dans le domaine de la décarbonisation. Voir plus de détails dans la lettre.

Travailler à modifier le Code national du bâtiment du Canada pour définir la sécurité des pompiers et des premiers intervenants comme un objectif fondamental.

- **Ministre des Transports**
Continuer à appuyer la transition du Canada vers la carboneutralité pour : rendre plus abordables les véhicules zéro émission, notamment les véhicules usagés, et accélérer leur adoption par les ménages et les entreprises canadiens, élaborer une stratégie pour décarboniser le transport routier des marchandises qui produit des émissions élevées et appuyer les efforts mondiaux pour réduire les émissions dans les secteurs aérien et maritime.

Promouvoir des mesures visant à améliorer la sûreté du réseau ferroviaire du Canada, en tenant particulièrement compte des répercussions des changements climatiques et des phénomènes météorologiques violents sur les activités ferroviaires.

- **Président du Bureau du Conseil privé et ministre responsable de la Protection civile**
Jouer un rôle de coordination et de convocation pour appuyer le premier ministre et ses collègues du Cabinet au cours de phases aiguës d'intervention d'urgence rapide.

Renforcer l'approche canadienne tous risques en matière de gestion des urgences, en s'appuyant sur les pratiques exemplaires des partenaires du Groupe des cinq du gouvernement. Voir les détails dans les lettres.

Évaluer la réponse aux demandes d'aide fédérale des provinces et des territoires, y compris l'aide des Forces armées canadiennes.

- **Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne**
Continuer de travailler avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique et les partenaires pour veiller à ce que le Canada atteigne ses objectifs de conservation de 25 % de ses terres et de ses eaux d'ici 2025 et de 30 % d'ici 2030, en travaillant à freiner et à inverser la perte de milieux naturels d'ici 2030 au Canada, à récupérer entièrement ces milieux d'ici 2050 et à promouvoir cet objectif sur la scène internationale.

Faire de nouveaux investissements dans les zones côtières et océaniques qui ont un fort potentiel d'absorption et de stockage du carbone, comme les marais côtiers, les herbiers marins et les habitats riverains.

Accroître les travaux sur la vulnérabilité climatique afin de mieux informer la planification et la gestion de la conservation marine.

4. Collaboration et investissements avec les partenaires autochtones (points non inclus dans les autres sections)

- **Ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario**

Renouveler et renforcer les relations du Canada avec les collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis afin de faire progresser l'autodétermination grâce à une forte reprise économique et croissance, y compris en assurant l'accessibilité des soutiens aux entreprises autochtones.

Éliminer tous les autres avis sur la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves et veiller à ce que des investissements et des ressources à long terme soient en place pour empêcher d'avoir d'autres avis à l'avenir, notamment en investissant 6 milliards de dollars pour assurer un accès durable à l'eau potable dans les collectivités des Premières Nations.

- **Ministre des Ressources naturelles**
Poursuivre l'élaboration d'un nouveau cadre national de partage des avantages pour faire en sorte que les communautés des Premières Nations et de la Nation métisse profitent directement des grands projets d'exploitation des ressources naturelles se trouvant sur leur territoire, et que les communautés inuites profitent directement des grands projets d'exploitation des ressources naturelles se trouvant dans l'Inuit Nunangat.

- **Ministre des Affaires du Nord**
En partenariat avec les peuples autochtones, les Inuits, les Premières Nations et les Métis, les gouvernements territoriaux et provinciaux, continuer de mettre en œuvre et de faire avancer les priorités clés du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord.

Continuer d'appuyer la planification territoriale des projets d'hydroélectricité et d'autres formes d'énergie renouvelable (p. ex. éolienne et solaire) et investir dans des sources d'énergie renouvelables, durables et abordables.

Travailler avec la ministre de la Défense nationale, la ministre des Affaires du Nord et les partenaires pour défendre la souveraineté dans l'Arctique et mettre en œuvre le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord.

En étroite collaboration avec la ministre des Services aux Autochtones, le ministre des Relations Couronne-Autochtones et le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, travailler avec les Premières Nations et les partenaires des gouvernements provinciaux et territoriaux pour renforcer la gouvernance et la prestation de services en matière des activités de protection civile, de gestion des urgences et de rétablissement.

- **Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne**
En partenariat avec les Peuples autochtones, continuer à mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du Plan de protection des océans, et avec l'appui du ministre des Transports dans le lancement de la prochaine phase du Plan de protection des océans.

Collaborer avec les partenaires autochtones pour mieux intégrer les connaissances traditionnelles dans les décisions de planification et de politiques.

- **Ministre des Relations Couronne-Autochtones**
Octroyer des fonds pour la construction du siège permanent du Centre national pour la vérité et réconciliation et veiller à ce qu'il reçoive un soutien financier soutenu pour mener à bien son mandat et soit assorti d'un soutien permanent réservé aux initiatives relatives aux enfants disparus et aux sépultures anonymes.

Avec l'appui de la ministre des Services aux Autochtones, continuer à diriger et à coordonner le travail demandé à tous les ministres visant à accélérer la mise en œuvre des *Appels à l'action* de la Commission de vérité et réconciliation.

Continuer de soutenir les processus dirigés par les autochtones visant à rebâtir et à reconstituer leurs nations et à promouvoir l'autodétermination, et de travailler en partenariat sur la mise en œuvre de l'esprit et de l'intention des traités, des revendications territoriales et des ententes d'autonomie gouvernementale, et ce, en utilisant des mécanismes de contrôle adéquats pour tenir le gouvernement fédéral responsable.

Travailler avec les partenaires autochtones et les ministres concernés pour accélérer les processus de reconnaissance des droits autochtones et d'autodétermination, en accordant une attention particulière à la réforme des structures du gouvernement fédéral.

Accélérer les travaux en cours avec les Premières Nations visant à repenser les politiques fédérales sur les ajouts aux réserves et le processus des revendications particulières pour assurer une résolution rapide et équitable.

Travailler avec les gouvernements traditionnels et les dirigeants autochtones en place, dont les nations et les modes de gouvernance ont par le passé été réprimés et ignorés par le gouvernement fédéral, pour établir une nouvelle relation de nation à nation, dans un esprit d'autodétermination. Le renouvellement des relations fondées sur les traités, dont ceux conclus avant la confédération, là où il y en a, et l'établissement de relations de confiance viables et respectueuses là où il n'y en a pas, seront nécessaires.

Travailler avec les Inuits pour finaliser la politique sur l'Inuit Nunangat élaborée conjointement et accélérer sa mise en œuvre. Poursuivre les efforts visant à mettre pleinement en œuvre les accords sur les revendications territoriales des Inuits.

Continuer de travailler sur les Ententes de reconnaissance et de mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale de la Fédération des Métis du Manitoba, de la Nation métisse de l'Alberta, de la Nation métisse de l'Ontario et de la Nation

métisse de la Saskatchewan, sur l'entente-cadre d'autonomie gouvernementale de la Nation métisse des Territoires du Nord-Ouest.

En étroite collaboration avec le ministre des Services aux Autochtones, le ministre des Affaires du Nord, et le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, travailler avec les Premières Nations et les partenaires des gouvernements provinciaux et territoriaux pour renforcer la gouvernance et la prestation de services en matière des activités de protection civile, de gestion des urgences et de rétablissement.

- **Ministre d'Environnement et Changement climatique Canada**

Travailler avec les partenaires des Premières Nations, des Inuits et de la Nation métisse afin de soutenir les nouveaux programmes des gardiens autochtones et d'établir de nouveaux réseaux de gardiens autochtones et aider les communautés autochtones à renforcer leurs capacités d'établir davantage d'aires protégées et de conservation autochtones.

5. Approvisionnement

- **Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement**

Poursuivre la modernisation des pratiques d'approvisionnement afin qu'elles appuient les objectifs de politique économique du Canada, ce qui comprend des possibilités d'approvisionnement équilibrées avec les partenaires commerciaux du Canada, assurer l'optimisation des ressources et des pratiques ouvertes et transparentes et obliger les fournisseurs de biens et services à appliquer dans toutes leurs chaînes d'approvisionnement les normes les plus élevées en matière d'éthique et de durabilité.

Continuer à promouvoir des initiatives pangouvernementales afin d'accroître la diversité des soumissionnaires pour les marchés publics, y compris les petites entreprises et les entreprises dirigées par des Autochtones, des Noirs et Canadiens racisés, des femmes, des Canadiens LGBTQ2 et d'autres groupes sous-représentés.

Diriger la mise en œuvre de l'exigence, pour les ministères et organismes fédéraux, de veiller à ce qu'au moins 5 % de la valeur totale des contrats fédéraux soit attribuée à des entreprises autochtones.

Renforcer les pratiques d'approvisionnement fédérales afin de prioriser les produits réutilisables et recyclables de façon à atteindre l'objectif de zéro déchet plastique du gouvernement, et collaborer avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour soutenir l'approvisionnement en technologies propres canadiennes.

Assurer l'approvisionnement continu de la défense en appui à la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement*.

Collaborer avec le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités et avec le ministre des Ressources naturelles pour mettre en place une nouvelle stratégie favorisant l'achat de produits propres afin de promouvoir et de prioriser l'utilisation de produits à faible teneur en carbone fabriqués au Canada dans les projets d'infrastructure canadiens.

- **Ministre du Travail**

Moderniser le Programme de contrats fédéraux afin de s'assurer que les entrepreneurs fédéraux versent à leurs employés le salaire minimum fédéral pour remplir leurs engagements en matière de leadership environnemental et social et de leadership de gouvernance et d'approvisionnement du gouvernement.

- **Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique**

Veiller à ce que les relations commerciales du Canada soient des relations économiques mutuellement avantageuses, *collaborer avec la Vice-première ministre et ministre des Finances* afin de mettre en place une politique d'approvisionnement réciproque qui garantira que les biens et services sont acquis auprès de pays qui accordent aux entreprises canadiennes un niveau similaire d'accès au marché.

6. Gouvernement numérique

- **Présidente du Conseil du Trésor**

S'appuyant sur la vision énoncée dans la Stratégie du gouvernement numérique du Canada, diriger les travaux du gouvernement visant à faire progresser le gouvernement numérique afin de mieux servir les Canadiens — détails dans la lettre de mandat.

- **Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie**
Établir un groupe de travail sur les politiques numériques pour intégrer les efforts déployés dans l'ensemble du gouvernement et positionner le Canada comme chef de file dans l'économie numérique et dans la formulation de la gouvernance mondiale des nouvelles technologies.

7. Gouvernance/Nouveaux organismes/Nominations/Centres d'excellence

- **Ministre d'Environnement et Changement climatique**
Avec l'appui de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada, établir une agence canadienne de l'eau et mettre en œuvre un Plan d'action sur l'eau renforcé, notamment un investissement historique visant à fournir des fonds pour protéger et restaurer les grands lacs et les réseaux fluviaux — détails dans les lettres de mandat.
- **Ministre des Affaires étrangères**
Travailler avec la ministre de la Défense nationale et les partenaires de l'OTAN en vue de l'établissement au Canada d'un Centre d'excellence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur le climat et la sécurité, afin de veiller à ce que le Canada et ses alliés soient en mesure de réagir aux menaces et urgences liées aux changements climatiques.
- **Ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada**
Renforcer la nouvelle Agence de développement économique du Pacifique Canada.
- **Ministre du logement, de la diversité et de l'inclusion**
Procéder à la nomination d'un nouveau défenseur fédéral du logement chargé de surveiller les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs de la Stratégie nationale sur le logement.
- **Ministre des Ressources naturelles**
Créer un Conseil du réseau pancanadien dans le but de promouvoir les investissements dans les infrastructures, les réseaux intelligents, l'intégration de réseaux et l'innovation dans le secteur de l'électricité.

Travailler avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour établir un centre d'excellence mondial sur la détection et l'élimination du méthane.

Collaborer avec le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile pour prendre des mesures pour établir un centre d'excellence international au Canada axé sur la formation et la coordination des pompiers et la gestion des feux de forêt.

En s'inspirant des investissements réussis dans le Programme de construction verte en bois et des investissements dans les programmes de transformation de l'industrie forestière, lancer un centre d'innovation matériaux de construction durables et à faible émission de carbone.

8. Initiatives législatives

- **Ministre de la Santé**
Moderniser et renforcer la Loi sur les produits antiparasitaires afin qu'elle favorise la transparence, l'utilisation de données probantes scientifiques indépendantes et les contributions aux processus décisionnels.
- **Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées**
Mise en œuvre de la Loi sur l'accessibilité du Canada et harmonisation des normes d'accessibilité dans l'ensemble du Canada.
- **Ministre d'Environnement et Changement climatique Canada**
Adopter une Loi canadienne sur la protection de l'environnement renforcée afin de protéger tout le monde, y compris les personnes les plus vulnérables aux substances toxiques et les personnes vivant dans les communautés où l'exposition est élevée.

Reconnaître le « droit à un environnement sain » dans la loi fédérale et présenter des mesures législatives en vue d'exiger l'élaboration d'une stratégie de justice environnementale et l'examen des liens entre l'origine ethnique, la situation socioéconomique et l'exposition aux risques environnementaux.

Présenter un projet de loi exhaustif pour protéger les lieux patrimoniaux appartenant à l'État.

Suivant la création d'une agence canadienne de l'eau, promouvoir la modernisation de la *Loi sur les ressources en eau* du Canada pour qu'elle reflète la nouvelle réalité en matière d'eau douce au pays, y compris les changements climatiques et les droits des Autochtones.

- **Ministre de la Justice et procureure générale**

Mettre pleinement en œuvre la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et collaborer avec les peuples autochtones pour accélérer l'élaboration conjointe d'un plan d'action visant à atteindre les objectifs de la Déclaration. **Appuyé par tous les ministres, en particulier le ministre des Relations Couronne-Autochtones, le ministre des Services aux Autochtones et le ministre des Ressources naturelles.**

Collaborer avec les partenaires autochtones pour nommer un interlocuteur spécial qui travaillera avec les communautés autochtones et les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'appuyer l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire pour faire progresser la justice concernant les tombes non marquées et faire des recommandations concernant les lois, règlements, politiques et pratiques fédéraux concernant les tombes non marquées et non documentées et les lieux de sépulture dans les pensionnats.

- **Ministre des langues officielles et ministre de responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique**

Réintroduire rapidement une loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la *Loi sur les langues officielles* d'ici le début de 2022.

- **Ministre du Patrimoine canadien**

Collaborer avec les Premières Nations, les Inuits et la nation métisse pour faire en sorte que la *Loi sur les langues autochtones* continue d'être pleinement mise en œuvre et bénéficie d'un financement à long terme, prévisible et durable afin de préserver, de promouvoir et de revitaliser les langues autochtones au Canada.

- **Ministre du Travail**

Collaborer avec le ministre des Ressources naturelles à l'élaboration d'une législation et d'une action globale pour réaliser une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone.

Assurer l'adoption de modifications au *Code canadien du travail* pour :

- prévoir 10 jours de congé de maladie payé pour tous les travailleurs sous réglementation fédérale;
- inclure la santé mentale comme élément spécifique de la santé et de la sécurité au travail et exiger des employeurs sous réglementation fédérale qu'ils prennent des mesures préventives pour faire face au stress et aux blessures en milieu de travail;
- prévoir jusqu'à cinq nouveaux jours de congé payé pour les employées sous réglementation fédérale qui connaissent une fausse couche ou accouchent d'un mort-né, et renforcer les dispositions visant à mieux soutenir les femmes qui doivent être réaffectées pendant la grossesse et l'allaitement.

Terminer l'élaboration d'une politique sur le droit de se déconnecter, en consultation avec les employeurs et les groupes de travail sous réglementation fédérale.

Avec l'appui du président du Conseil du Trésor, du ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion et du ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse, collaborer à accélérer l'examen de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* et à assurer la mise en œuvre rapide des améliorations.

Créer un processus de négociation collective équitable dans les milieux de travail sous réglementation fédérale en faisant progresser la législation visant à interdire l'utilisation de travailleurs de remplacement lorsqu'un employeur dont l'effectif est syndiqué a mis ses employés sous verrouillage.

- **Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne**

Moderniser la *Loi sur les océans* afin d'examiner explicitement les répercussions des changements climatiques sur les écosystèmes et les espèces marines dans la gestion régionale des océans, veiller à ce que la Loi prévoit des indicateurs et des objectifs de progrès mesurables et créer un groupe de travail interdisciplinaire national axé sur la planification d'une conservation des océans résiliente au climat.

Œuvrer à l'adoption de la toute première *Loi sur l'aquaculture* du Canada.

- **Ministre de la Sécurité publique**

Déposer un projet de loi pour protéger l'infrastructure essentielle du Canada, y compris les réseaux 5G, dans le but de préserver l'intégrité et la sécurité des systèmes de télécommunications du gouvernement.

9. La fonction publique et renforcement d'autres capacités

- **Président du Conseil du Trésor**

Assurer la vaccination dans l'ensemble de la fonction publique et collaborer avec les ministres responsables pour veiller à ce que la vaccination soit appliquée aux travailleurs des sociétés d'État et des organismes distincts.

S'assurer que les lieux de travail de la fonction publique sont exempts de harcèlement sexuel et de violence, ainsi que de racisme et de toutes les formes de haine.

Veiller à ce que la politique gouvernementale continue d'être élaborée à l'aide d'une perspective intersectionnelle qu'elle reflète les besoins et les aspirations des Canadiens et appuie la voie du gouvernement vers la carboneutralité, notamment en *collaborant avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique* à l'application d'une perspective climatique afin de s'assurer que l'adaptation au climat et les considérations d'atténuation sont intégrées dans le processus décisionnel du gouvernement fédéral.

Faire progresser le travail visant à créer un effectif diversifié, équitable et inclusif en assurant l'embauche, le maintien en poste et la promotion de divers talents dans l'ensemble de la fonction publique. **Soutenu par le ministre du logement, de la diversité et de l'inclusion.**

Collaborer avec le greffier du Conseil privé et, en consultation avec les syndicats du secteur public, renforcer et moderniser la fonction publique pour le XXI^e siècle en :

- présenter un plan cohérent et coordonné pour l'avenir du travail au sein de la fonction publique, y compris l'élaboration d'arrangements de travail souples et équitables;
- élaborer une stratégie à long terme sur les compétences dans la fonction publique à l'échelle du gouvernement afin de s'assurer que ce dernier a la capacité d'appuyer les Canadiens dans un monde qui évolue de plus en plus. Il s'agira notamment d'explorer les voies possibles pour améliorer le recrutement à l'extérieur de la fonction publique à des postes de courte durée ou des postes permanents et d'accorder une attention particulière à l'augmentation du nombre de fonctionnaires possédant des compétences numériques moderne;
- continuer de collaborer avec le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, à titre de ministre responsable de la Commission de la fonction publique, afin de réduire le temps nécessaire à l'embauche de nouveaux fonctionnaires.

Collaborer avec les ministres responsables des sociétés d'État, continuer de promouvoir la diversité dans la gouvernance ministérielle en faisant progresser l'engagement du gouvernement d'exiger des sociétés d'État qu'elles mettent en œuvre des rapports sur l'égalité des sexes et la diversité, à compter de 2022.

Entreprendre un examen stratégique exhaustif et continu des programmes gouvernementaux afin d'examiner comment les principaux programmes et les principales politiques contribuent à relever les plus grands défis de notre époque, notamment atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, améliorer l'équité et l'égalité et promouvoir la qualité de vie et la croissance pour tous.

Renforcer les politiques d'approvisionnement fédérales afin d'intégrer les principes relatifs aux droits de la personne, à l'environnement, à la gouvernance sociale et ministérielle et aux principes de transparence de la chaîne d'approvisionnement, et veiller à ce qu'elles s'appliquent aux ministères et organismes fédéraux, *tout en collaborant avec les ministres responsables des sociétés d'État* pour exiger l'adhésion à ces politiques.

Continuer de veiller à ce que les Canadiens partout au pays puissent recevoir des services des institutions fédérales dans les deux langues officielles et appuyer le ministre des Langues officielles dans la mise en œuvre complète des mesures décrites dans le Livre blanc, *Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*, qui sont liées à la fonction publique.

- **Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement**

Collaborer avec la présidente du Conseil du Trésor pour régler les problèmes de paye des fonctionnaires attribuables au système de paye Phénix, tout en faisant progresser, par l'entremise de Services partagés Canada, le travail relatif au système de paye et de ressources humaines de prochaine génération.

- **Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse**

Avec le soutien de la **ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap**, continuer de diriger le processus d'évaluation de l'ACS Plus afin d'améliorer le cadre et les paramètres de cet outil d'analyse, en portant une attention particulière à l'analyse intersectionnelle de diverses caractéristiques, dont l'ethnicité, l'identité autochtone, la ruralité, les handicaps et l'identité sexuelle.

- **Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées**
Lancer un centre de formation pour les emplois propres afin d'aider les travailleurs de tous les secteurs à mettre à niveau leurs compétences ou à en acquérir de nouvelles pour être à la fine pointe de l'industrie du carbone à zéro émission.
- **Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie**
À titre de ministre responsable de Statistique Canada, continuer à appuyer la présidente du Conseil du Trésor dans l'élaboration d'une approche pangouvernementale pour améliorer la collecte, l'analyse, la disponibilité et la publication des données désagrégées.

Appuyer le conseiller scientifique en chef dans le travail visant à renforcer la capacité et à accroître la coordination de l'utilisation des sciences dans l'ensemble du gouvernement.

Remarque : Ce résumé des points d'intérêt pour la communauté des biens immobiliers comprend des extraits directs de la lettre de mandat ministérielle du 16 décembre 2021. Le but est de fournir au conseil d'administration de l'Institut des biens immobiliers du Canada des renseignements sur les priorités et les mandats liés au travail de la profession des biens immobiliers au gouvernement fédéral. Le document éclairera l'élaboration de programmes futurs destinés à répondre aux besoins changeants du milieu des biens immobiliers.